

3€

regards

AOUT-SEPTEMBRE 2016



PRIMAIRES ET EFFETS SECONDAIRES

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

Photo de couverture CC
Daniel Antal

SOMMAIRE PRIMAIRES ET EFFETS SECONDAIRES

Avec la rentrée politique, la séquence électorale de 2017 s'est amorcée dans une certaine confusion, entretenant le flou sur l'offre des candidatures «de gauche». Entre choix de conviction et partis pris stratégiques, comment démêler les enjeux de l'élection présidentielle ?

P. 04 - Gauche : explosion ou reconstruction ?

P. 10 - Les désillusions de l'union.

À propos de Christiane Taubira

P. 16 - Montebourg dans l'impasse du «rassemblement national»

P. 21 - Candidature à la présidentielle : les trois options du PCF

QUELLES ALTERNATIVES DE GAUCHE EN EUROPE ?

Alors que la question européenne elle-même est devenue un facteur de division au sein des gauches européennes, comment recomposer un projet commun susceptible de fédérer et de constater l'ordre dominant ? Les propositions d'Alexis Tsipras, Yanis Varoufakis, Jeremy Corbyn ou Pablo Iglesias portent cet espoir sans se départir de leurs contradictions.

P. 26 - Yanis Varoufakis. Désobéir, pour une autre Europe

P. 32 - Jeremy Corbyn réélu triomphalement : et après ?

P. 36 - Sacrifier Iglesias pour sauver Podemos ?

**P. 40 - Tsipras en quête d'une alliance sociale-démocrate
contre l'austérité en Europe**

PRIMAIRES ET EFFETS SECONDAIRES

Avec la rentrée politique, la séquence électorale de 2017 s'est amorcée dans une certaine confusion, entretenant le flou sur l'offre des candidatures «de gauche». Entre choix de conviction et partis pris stratégiques, comment démêler les enjeux de l'élection présidentielle ?

Gauche : explosion ou reconstruction ?

La liste des candidats pour 2017 s'est allongée ces dernières semaines. Le hollandisme n'est pas florissant. Mais ses opposants se dispersent. Décryptage d'une désagrégation, et des choix que la présidentielle impose de faire à gauche.

Après Jean-Luc Mélenchon, Marie-Noëlle Lienemann, Gérard Filoche, Philippe Poutou, Nathalie Arthaud, voilà que Cécile Duflot, Benoît Hamon et Arnaud Montebourg sont en lice pour 2017. Pendant ce temps, le PCF hésite, la primaire citoyenne de toute la gauche (ou de la gauche de gauche) s'est enlisée, et une part de la gauche radicale se met à penser que l'abstention est la seule solution pour «pirater» 2017. Onze ans après la victoire du «non» au référendum sur le Traité constitutionnel européen et quatre ans après la percée de Jean-Luc Mélenchon à la précédente présidentielle, la gauche de gauche est dans le brouillard.

DUFLOT ET L'INCERTITUDE ÉCOLOGISTE

La candidature de Cécile Duflot est la conséquence immédiate d'un échec prématuré, celui de la candidature salvatrice de Nicolas Hulot. Le «monsieur transcourant» par excellence s'étant

retiré, EE-LV étant au bord du gouffre, il ne reste plus aux amis de Duflot que de s'engager dans une nouvelle tentative en solo, sous la bannière EE-LV. Cécile Duflot a pour elle d'avoir dirigé son organisation pendant une période exceptionnellement longue (2006-2012), d'avoir acquis une stature nationale en participant au gouvernement Ayrault et de s'être dégagée de la logique gouvernementale avant nombre de ses concurrents à gauche. Elle considère que sa force est d'être un point d'équilibre au sein d'une organisation désorientée par les départs multiples, essentiellement venus de sa «droite» (Jean-Vincent Placé, François de Rugy, Emmanuelle Cosse). Elle peut aussi escompter sur sa singularité en temps de discours martial et sécuritaire. Elle sera sans doute une des très rares à contester cette logique guerrière.

Cette candidature est, en même temps, à haut risque. L'image des Verts s'est

considérablement dégradée dans la dernière période, alors même que la thématique écologiste se généralise dans l'ensemble du paysage politique à gauche. En outre, l'élection présidentielle n'est pas la plus favorable aux écologistes. Les précédentes consultations, avec Dominique Voynet en 2007 et Eva Joly en 2012, ont été calamiteuses – seul Noël Mamère ayant su tirer son épingle du jeu lors de l'atypique élection de 2002 (5,25%).

De façon plus générale, les écologistes ne sont pas sortis de l'incertitude quasi originelle qui est la leur. Depuis le début des années 1990, quand ils décident avec Dominique Voynet de s'ancrer à gauche, les Verts oscillent entre deux tentations : être la relève d'une social-démocratie engagée dans une difficile mutation, ce qui peut les pousser aux lisières du «social-libéralisme» ou de l'esprit «libéral-libertaire» ; pousser le plus loin possible la logique de l'antiproductivisme et du libéralisme sociétal, ce qui tourne l'écologie politique plutôt du côté de la gauche «radicale».

Force est de constater que les deux dernières années, de participation gouvernementale en crise interne, n'ont pas clarifié le positionnement d'une organisation de plus en plus éclatée. La marge de manœuvre écologiste risque donc d'être bien étroite, dans le contexte d'une offre politique déjà surchargée. Cécile Duflot fait le pari d'articuler la de-

mande sociale, le paradigme écologiste et l'exigence éthique et «sociétale». Elle aura du mal à rassembler sur ces trois terrains à la fois.

HAMON ET LA RELANCE SOCIAL-DÉMOCRATE

L'engagement de Benoît Hamon est d'une autre nature. Il se place ouvertement dans une logique interne à la famille socialiste. Hollande et Valls ont choisi d'engager le PS dans une voie prolongeant l'expérience du «social-libéralisme» britannique, allemand, espagnol et italien. Ils rompent ainsi brutalement avec l'histoire de la social-démocratie européenne du XXe siècle. Comme c'est le cas partout en Europe, cette option déchire des partis socialistes plongés dans une violente crise doctrinale et organisationnelle.

Le pari de Benoît Hamon est donc double. À court terme, il espère fédérer l'opposition socialiste au couple Hollande-Valls, obtenir un sursaut militaire, battre le futur candidat de l'exécutif à la primaire et, sur cette base, agréger dès le premier tour une partie de la gauche de gauche, y compris dans l'électorat communiste. À plus long terme, il tourne les yeux vers l'expérience britannique. L'exercice du pouvoir, à suivre cet exemple, favorise conjoncturellement une option sociale-libérale jugée plus réaliste, ce qui joue plutôt en faveur du président sortant. En revanche, le retour

à l'opposition peut provoquer un saut à gauche, comme celui qui a porté Jeremy Corbyn à la tête des travaillistes britanniques. Or, même si l'exécutif au pouvoir gagne la bataille des primaires, le plus vraisemblable est que la droite radicalisée l'emportera en 2017. Auquel cas, Hamon se présente d'ores et déjà comme une relève possible, un chef de file crédible pour la future gauche d'opposition.

Sur le papier, le calcul du responsable socialiste n'est pas absurde. Il se heurte pourtant à une triple difficulté. Il lui faut en premier lieu convaincre la totalité de l'opposition socialiste de gauche qu'il a l'étoffe et le charisme suffisants pour rassembler la famille socialiste. Par ailleurs, son parcours erratique, de l'entrée dans le gouvernement Valls jusqu'à son départ non désiré ni maîtrisé, fait douter de la solidité de sa détermination. Enfin, de façon plus générale, il n'est pas sûr qu'un retour vers une logique social-démocrate traditionnelle soit pertinente et attractive, notamment face à la radicalisation d'une droite aiguillonnée par un Front national en expansion. Au fond, l'option prônée par la gauche du PS ne se distingue guère des formules prudentes du Lionel Jospin de 1997 (« l'économie de marché oui, la société de marché non »). Or ce modèle de gestion, entre 1997 et 2002, a coïncidé avec la plus cuisante défaite du socialisme et la plus forte poussée du Front national.

MONTEBOURG, LA TENTATION ATTRAPE-TOUT

Reste le dernier candidat en lice, le tonitruant Arnaud Montebourg. Il a soigneusement mis en scène sa candidature depuis quelques mois. Il a peaufiné l'image d'un homme dynamique, sans complexe mais assagi, capable d'endosser le costume présidentiel. Il marie l'industrialisme «colbertiste» classique et la vigueur de la «démondialisation», il se dit socialiste mais «pas seulement», fait un clin d'œil au gaullisme historique, cajole un communisme encore sensible au discours national sans aller jusqu'aux thématiques de rupture avec l'Union européenne. En bref, il ne dit pas, comme le Chevènement de 2007, qu'il est au-delà du clivage gauche-droite, mais...

Dans un contexte de délitement des repères fondamentaux, à gauche comme à droite, Montebourg ne manque pas d'atouts lui non plus. Il n'en reste pas moins que l'homme de la «démondialisation» et de la «Vie République» est aussi celui qui a fait le choix de Ségolène Royal dès 2006, qui a soutenu François Hollande contre Martine Aubry au second tour de la primaire socialiste de 2011 et qui a tout fait pour que Valls prenne la tête du gouvernement en remplacement de Jean-Marc Ayrault. Quant au programme qu'il a présenté à Frangy, s'il énonce ponctuellement des mesures parfaitement acceptables à gauche, il

offre une logique globale incertaine. Sur le fond, rien ne le distingue des logiques socialistes antérieures, qui promettent beaucoup, mais sans toucher sur le fond aux logiques lourdes qui structurent notre temps. À quoi bon annoncer un renforcement de l'action étatique, si l'on ne s'attaque pas aux mécanismes financiers structurels qui ont accompagné la mondialisation libérale et précipité le déclin de l'État providence ? Une nouvelle fois, autant de promesses qui n'engageront que ceux qui les croiront.

Pour tout dire, Montebourg contourne les exigences de toute une période historique, qui ne se limite pas aux quatre années de gestion «hollandaise» du pouvoir. De façon générale, l'industrialisme est incompatible avec la nécessité de repenser en profondeur les modes de production, en privilégiant la notion d'utilité sociale, de sobriété, de durabilité. Le colbertisme ne tient pas compte de ce qu'il ne suffit plus de vanter le rôle de l'État, et qu'il faut redéfinir le sens du public autour des notions d'autonomie, de participation des usagers et des agents du service public, en bref qu'il faut dégager l'espace public de l'étatisme. Le keynésianisme, lui, ignore la nécessité de redéfinir les modalités de création de la richesse et la place du système financier. Quant au nationalisme du discours, il sous-estime la nécessité de penser de façon nouvelle les rapports entre tous les territoires du local au mondial, ce qui suppose de libérer tous les territoires

sans exception de la double tutelle de la concurrence de la gouvernance.

En bref, la logique d'une candidature «attrape-tout» ne peut être aujourd'hui celle qui donne corps à une gauche déboussolée par plusieurs décennies de reculs socialistes, qu'Arnaud Montebourg a patiemment accompagnés jusqu'à une période toute récente. Le miroir aux alouettes est toujours tentant ; plus que jamais, il est lourd de périls redoutables. Une pincée de Jaurès, une louche de Chevènement dernière manière et les arômes de la «Gauche populaire» : cela ne fait pas le compte...

À GAUCHE TOUTE

Revoilà donc la gauche de gauche placée devant quelques inconnues. Au nom du rassemblement de «toute la gauche», elle peut se trouver une fois de plus à la remorque de variantes sociales-démocrates incertaines, sources de désastres futurs, à court ou à long terme. Pour l'instant, le PCF n'a pas donné le signe qu'il écartait cette option. S'il ne le faisait pas, il porterait un coup meurtrier à la tradition communiste et à l'esprit de gauche conséquent. Il n'en tirerait aucun bénéfice électoral immédiat, notamment à l'occasion des périlleuses législatives de 2017. Et il contredirait toute possibilité, pour la culture communiste, de s'insérer dans la recomposition ambitieuse d'une gauche retrouvant majoritairement le sens de la rupture avec le «système». Dans le paysage politique tel qu'il est, la

position la plus conséquente à la gauche de la gauche demeure celle de Jean-Luc Mélenchon, quoi que l'on pense de tel ou tel de ses propos. À la différence de tous les autres candidats de gauche, il s'est inséré de façon continue, depuis près de quinze ans, dans le courant critique de la gauche française, celui qui a porté l'exigence de l'altermondialisme et de l'option antilibérale, celui qui a irrigué la dynamique du Front de gauche, celui qui, de 2005 à 2012, a incarné l'espérance d'un mouvement social conquérant et d'une gauche retrouvant le chemin de ses valeurs fondatrices.

Or c'est cette portion de l'espace social et politique qui est aujourd'hui capable de relancer l'espérance sociale et démocratique d'une société déboussolée. Que son ambition se doive d'être large, qu'elle ne doive pas se replier sur elle-même et s'abstenir de tout esprit d'exclusion à l'égard de quiconque veut rompre avec l'esprit dominant, voilà qui est évident et qui n'est pas encore acquis. Mais tout cela n'empêche qu'elle demeure pour l'instant l'axe des recompositions nécessaires. Cela exige de sa part beaucoup d'innovation et de rupture avec des habitudes anciennes. Mais tourner le dos à cette histoire commune récente serait une folie.

Les communistes seraient ainsi fidèles à eux-mêmes en s'inscrivant dans cette optique et en se raccordant avec l'effort entrepris par Jean-Luc Mélenchon. Mais,

en contrepartie, celui-ci doit plus que jamais bannir tout ce qui, d'une façon ou d'une autre, peut contredire le retour à la dynamique vertueuse de 2012. Qu'il faille tenir compte de l'épuisement du système partisan est une chose, qu'il faille trouver des formes nouvelles, plus souples, plus fluctuantes, d'associer les individus autonomes, est tout aussi vrai. Mais, surtout dans le cas français, rien ne serait plus contreproductif que d'ignorer que le nouveau et l'ancien continuent de s'entremêler, que des dizaines de milliers d'individus continuent de s'inscrire dans l'univers partidaire, que le Parti communiste, même affaibli, est une force militante, un patrimoine qui n'est pas celui seulement des communistes «encartés». On ne peut pas affirmer la continuité du projet qu'exprima hier le programme de «L'humain d'abord» et s'accoutumer à la division de celles et ceux qui le portèrent hier. L'heure est donc à la responsabilité. La multiplication des candidatures critiques à l'égard du «hollandisme» est à la fois une réalité, une chance et un risque. Les forces qui composèrent le Front de gauche ont une responsabilité immense : dans un esprit d'exclusion, elles corsèteraient la possibilité d'un rassemblement large ; dans un esprit de confusion, elles altèreraient la portée subversive des alliances possibles ; en se tournant le dos les unes aux autres, elles nécroseraient ce qui fut et ce qui reste un ferment d'espérance. À chacun d'en tirer les conséquences. **● ROGER MARTELLI**

Les désillusions de l'union. À propos de Christiane Taubira

Dans un long entretien à Libération, Christiane Taubira – que sa dignité et sa ténacité ont imposée de façon originale dans l'espace politique français – se lance à sa façon dans le débat présidentiel. Mais pour ouvrir quelle perspective ?

La trame du propos de l'ex-garde des sceaux est d'une grande simplicité : la gauche va mal et le Front national est aux portes du pouvoir. Dans ce contexte, nous dit-elle, le moment n'est pas aux querelles et à l'éparpillement. La gauche n'a de chance que si elle est rassemblée. Or elle le peut, car les clivages en son sein n'ont rien d'insurmontable. Raisonnement séducteur : qui, de fait, pourrait nier que l'unité en politique est plus attractive que la division ? Mais suffit-il de vouloir abstrairement l'unité pour qu'elle advienne ? Et est-on si sûr que le problème de la gauche tienne avant tout à son éparpillement ?

PAS DE GAUCHE SANS ESPÉRANCE

On a fait souvent grief à Christiane Taubira d'avoir fait perdre la gauche en 2002, quand elle présenta sa candi-

dature et qu'il manqua à Lionel Jospin moins de 200.000 voix pour franchir le barrage du premier tour. Or l'intéressée elle-même sait fort bien que le procès qu'on lui a intenté est immérité. Jospin ne fut pas battu parce que la gauche était divisée, mais parce que sa politique ne pouvait pas rassembler. La gauche gouvernementale avait beau être unie sous le label de la «gauche plurielle» – en ce temps-là, les communistes en faisaient partie –, elle ne pouvait pas être reconnue par ceux-là mêmes qui devaient constituer le socle de son soutien. Elle pouvait regrouper une partie de la gauche «d'en haut» ; elle ne permettait pas pour autant à la gauche «d'en bas» de se retrouver en elle.

De la même manière, si la gauche de 2017 risque d'être battue, ce n'est pas parce qu'elle ne se présentera pas sous un seul drapeau. Elle pourrait l'être par

cela seul que la gauche est associée, pour des millions de gens, à ce qu'un gouvernement réputé de gauche a fait depuis qu'il est en place. Dans les représentations courantes, la gauche au pouvoir s'identifie à la déchéance de la nationalité, à l'état d'urgence, au démantèlement du droit du travail, à la répression des délégués syndicaux, au refus d'entendre la rumeur grondante de la rue. Si l'on ne sait plus très bien ce qui distingue la droite de la gauche, à quoi bon voter à gauche ? La gauche gouvernante déçoit. Pire encore : elle attise le ressentiment. Or le ressentiment ne porte pas seulement la droite en avant : il stimule sa variante la plus extrême.

L'histoire est souvent convoquée bien artificiellement. Pour justifier l'union de toutes les gauches, on rappelle volontiers les années trente du siècle dernier, l'expérience tragique de la gauche allemande et, en contrepoint, l'élan français de 1936. La désunion fratricide d'un côté, l'unité de l'autre : analyse trop courte... Si le mouvement antifasciste allemand se brisa, ce ne fut pas d'abord pour son manque d'unité, mais parce que le socialisme d'alors n'a pas su se distinguer des marécages de la République de Weimar, et parce que le PC allemand de l'époque voulait croire qu'il n'y avait de réponse possible que strictement communiste et qu'il n'y avait pas de gauche en dehors de lui.

Au contraire, la force du Front populaire ne fut pas seulement l'effet heureux de l'unité ouvrière et du rassemblement

de la gauche. Elle tint surtout à ce que l'union se fonda sur l'espérance partagée d'un progrès de la dignité ouvrière, des avancées sociales massives, d'un État protecteur et d'un peuple acteur politique central. Il y eut en France une gauche rassemblée et dynamisée par l'horizon de la «Sociale»...

ROMPRE AVEC L'ESPRIT DE CAPITULATION

C'est là que se situe notre problème fondamental. Et il ne date pas d'hier. Le marasme ne provient pas seulement de ce que François Hollande et Manuel Valls ont tourné le dos aux engagements de campagne du candidat Hollande en 2012. Car, au fond, la politique aujourd'hui suivie n'est que la conséquence outrancière d'une évolution qui s'est amorcée quelque part du côté de 1982-1983, quand la «rigueur» a commencé d'être présentée comme un choix inéluctable dans le contexte de la mondialisation.

Il faut freiner de toute urgence la montée du FN ? Bien évidemment. Mais quand l'extrême droite française a-t-elle connu sa plus forte poussée ? Entre 1984 et 1988 (présidence de François Mitterrand), entre 1997 et 2002 (gouvernement Jospin) et depuis 2012. Le FN pousse surtout quand la gauche fait la démonstration que l'épreuve du pouvoir ne peut pas se faire franchement à gauche. Qu'elle soit unie ou qu'elle soit divisée, la gauche échoue quand elle ne parvient pas jusqu'au bout à être ce que

l'on attend qu'elle soit. Et il ne suffit pas alors de ce que l'on appelle improprement une «gauche morale» pour redonner à la gauche toutes ses couleurs. L'expérience même de Christiane Taubira est éloquente. Quand un gouvernement accepte comme un cadre intangible la triple contrainte de la concurrence, de la «gouvernance» et de l'obsession sécuritaire et identitaire, toute tentative pour empêcher le pire est vouée inexorablement à l'échec.

La gauche ne pourra retrouver son allant que sur la base d'une rupture, pas seulement avec quatre années de social-libéralisme assumé, mais avec plus de trois décennies de reculs continus devant la doxa dominante de notre époque. Mieux vaudrait alors, pour Christiane Taubira et pour beaucoup d'autres, réfléchir aux aléas de leur propre tentative. Il serait bien sûr trop facile de reprocher à telle ou tel sa participation aux gouvernements impulsés par l'hôte actuel de l'Élysée. Que Christiane Taubira, Benoît Hamon ou Cécile Duflot – par charité, je n'évoque même pas ici le parcours chaotique d'Arnaud Montebourg – se soient éloignés du gouvernement est tout à leur honneur. Mais encore faut-il en tirer toutes les conséquences.

Dans un cadre corseté par la «règle d'or» du déficit, par la tutelle des marchés financiers, par le monétarisme des

banques publiques, par les logiques de puissance du G20 et par la «sécurité» atlantique, toute affirmation de gauche est vouée à être contredite et à déboucher sur de cuisants échecs, si elle se contente de pétition de principe et d'affirmation morale.

GAUCHE GAGNANTE, GAUCHE DE RUPTURE

La peur du Front national est salutaire. Mais chacun sait que, si la légitimité de Marine Le Pen s'est renforcée, elle provoque, pour l'instant encore, trop de rejet pour qu'une majorité se rassemble autour d'elle. Mais s'il reste des digues, elles peuvent bien tomber un jour ou l'autre. Or, pour que ce malheur advienne, quel plus beau cadeau pour elle qu'une gauche qui, fût-elle rassemblée, ne serait pas une gauche d'alternative ? La gauche est d'abord une éthique, mais sa morale ne vaut que si elle s'adosse à des projets cohérents déterminés, à la fois économiques, sociaux, institutionnels et moraux. Une gauche qui ne serait qu'une gauche du verbe se prépare à être une gauche de la capitulation.

Il n'y a pas d'issue à la crise démocratique que nous vivons qui ne passe pas par des majorités. Mais il ne peut pas y avoir de majorité solide à gauche qui ne se fonde pas sur un regain de volonté transformatrice, qui ne commence pas

par une rupture avec l'esprit de compromission devant le désordre libéral-technocratique.

Depuis bien des années, le cœur d'une relance démocratique s'est trouvé dans le mouvement critique, dans ce que l'on a appelé le «mouvement social» après 1995, dans l'esprit contestataire et constructif du «courant antilibéral» autour de 2005. Après 2008, il s'est trouvé dans la dynamique du Front de gauche. Qu'il faille aller bien au-delà est une évidence. Qu'il ne faille imposer le diktat d'aucune coalition, d'aucun courant, d'aucun individu est une autre certitude. Mais que, au nom de la vocation majoritaire, on en revienne aux brouillages d'on ne sait quel succédané de «gauche plurielle» serait une meurtrière illusion.

La gauche ne sera pas la gauche si, en son sein, la gauche la plus critique n'est pas en état de donner le ton. La gauche ne redeviendra pas populaire, si elle ne retrouve pas l'élan d'un projet transformateur, si ses mots, ses images, ses pratiques et ses rêves ne sont pas ceux de la rupture. En bref, si une voie peut se dessiner, c'est en poussant plus loin encore l'esprit qui, en 2012, permit au Front de gauche et à son candidat Jean-Luc Mélenchon de bousculer les ronronnements d'une gauche endormie. Tout le reste risque de n'être que bavardage et rideau de fumée. **● ROGER MARTELLI**

Montebourg dans l'impasse du «rassemblement national»

Arnaud Montebourg est parti pour axer sa candidature sur le «rassemblement national» plutôt que sur l'unité de la gauche alternative. Un choix ambigu qui l'expose, une nouvelle fois, à l'impuissance politique.

La candidature d'Arnaud Montebourg est-elle susceptible de concurrencer celle – probable – du président sortant François Hollande au cours de la prochaine primaire prévue en janvier ? Il faudrait, pour l'envisager, en connaître la signification politique, ce qui n'est pas forcément le cas de celui qui la porte.

SANS CLIVAGE, PAS D'ALTERNATIVE

Pour l'heure, si elle est bien un symptôme supplémentaire d'une décomposition accélérée de la famille social-démocrate française, cette candidature peine à définir les contours d'une réponse alternative aux crises contemporaines et une véritable stratégie politique visant à en sortir. Si la candidature d'Arnaud Montebourg porte en elle les contradictions et les fractures de la pratique gouverne-

mentale de la gauche au pouvoir depuis 2012, elle ne parvient pas encore à proposer une voie de substitution.

Arnaud Montebourg bénéficie, de prime abord, d'une réalité électorale certes défavorable à ses concurrents gouvernementaux, mais qu'il peine à capitaliser dans les intentions de vote. La gauche antilibérale représente, selon le CEVIPOL, 26,6% de l'électorat et les sociaux-libéraux seulement 6,1%. Ce rapport de forces définit un potentiel réel mais encore non mobilisé.

Le problème d'Arnaud Montebourg est en fait simple : ou bien il sait activer des clivages (anciens et nouveaux) qui sont ceux de la société française en y apportant ses réponses, ou bien il persiste à les nier, en flirtant avec l'idéologie de «rassemblement national» et son espace politique sera de facto réduit par la pré-

sence d'autres candidats beaucoup plus puissants que lui sur ce terrain. Cette idéologie de «rassemblement national» est ainsi définie par l'historien Philippe Burin : « L'idée de la société nationale réunie, recomposée selon de nouvelles structures de solidarité, est au principe de toutes ces idéologies ; un même antilibéralisme leur fait refuser de tenir le conflit et la division pour des données fondamentales de toute société ».

NAISSANCE ET ÉVAPORATION DU MONTEBOURGISME BRESSA

Arnaud Montebourg, né en 1962, est devenu député de Saône-et-Loire en 1997. À cette date, d'ailleurs encore très isolé à gauche, il proclame dans sa profession de foi une adhésion au «protectionnisme européen». Elle restera, au fil des ans, le seul fil rouge de son discours politique, à défaut de l'être de son action. Les électeurs de cette circonscription populaire lui en savent gré et le préservent à chaque législative : il bat René Beaumont, président du Conseil général et député, au terme d'une campagne dure, dans un contexte social particulièrement rude en 1997. Le premier fait d'armes politique de la carrière de Montebourg. Lequel gardera, tant qu'il sera député de la Bresse, une fidélité à ce territoire entre Saône et Jura et à ses habitants – qui le lui rendront jusqu'à ce que le désamour ne s'abatte sur les proches de celui qui avait fait le choix exclusif de Bercy après l'élection

de Hollande.

Réélu en 2002 contre Francis Szpiner, puis en 2007 d'un cheveu contre Arnaud Danjean, Arnaud Montebourg présidera également le Conseil général de Saône-et-Loire de 2008 à 2012. S'évaporera ensuite, à partir de 2012, le montebourgeoisme bressan, hormis pour l'organisation de la fête de Frangy-en-Bresse, héritée de Pierre Joxe, qui mobilise encore les militants motivés de ces marges orientales de la Saône-et-Loire. Aujourd'hui, la Bresse a presque totalement rebasculé à droite. Son bras droit et successeur à la présidence du Conseil départemental, Rémi Chaintron, a perdu tous ses mandats, de même que la plupart de ses fidèles. Le PS ne compte désormais en pays bressan que quelques maigres troupes, presque totalement vouées à l'organisation de la fête de Frangy...

De sa jeunesse militante, Arnaud Montebourg garde un goût prononcé pour l'ambiguïté. Dans les années 1980, il était militant du CERES (l'aile gauche du PS) à Chenôve en Côte-d'Or chez Roland Carraz, et militant fabiusien à Paris. On ne savait trop ce que le jeune militant pensait, lui qui vouait une partie non négligeable de son activité militante à la promotion de son ami Thierry Mandon. Premier soutien de Ségolène Royal en 2006, dont il devient porte-parole, il s'oppose pourtant à elle en 2008 en soutenant Martine Aubry au Congrès de Reims. Il avance alors l'idée d'une primaire pour départager les concurrents

socialistes à l'élection présidentielle. L'idée de primaire installée, il prépare sa propre candidature en travaillant propositions et discours et va tenter de dynamiter l'appareil de la rue de Solferino, imperméable et insensible tant à ses assauts qu'à ses charmes politiques.

CANDIDAT DE LA «DÉMONDIALISATION»

La campagne de la «primaire citoyenne» d'octobre 2011 s'ouvre de fait à Frangy-en-Bresse en novembre 2010. Assez vite, Arnaud Montebourg choisit de mettre en avant le thème de la démondialisation, présent parmi d'autres dans son livre *Des Idées et des rêves*. Il devient dès la fin de l'hiver suivant le «candidat de la démondialisation», après avoir longuement tergiversé et pensé incarner la «gauche de transformation». « Redonner du pouvoir d'achat au bulletin de vote » est le mot d'ordre du candidat Montebourg, qui articule ainsi les questions démocratique, économique et sociale, introduisant dans le débat au sein du «peuple de gauche» la question de la vision du monde et celle des marges de manœuvre du politique dans la mondialisation.

Le 4 mai, en déplacement à Strasbourg devant l'usine General Motors, la première dépêche AFP mentionne le terme. Pensée pour être le pendant dialectique de la future campagne de Dominique Strauss-Kahn, la campagne Montebourg vacille alors qu'elle vient à peine de trouver une caisse de résonance médiatique.

Elle se rétablit pourtant assez vite. En choisissant la «démondialisation», Arnaud Montebourg active pourtant plusieurs leviers qui s'avèrent profitables d'un point de vue électoral et qui vont lui permettre d'ancrer sa candidature dans le paysage politique de la fin du quinquennat Sarkozy. S'adressant à un public davantage politisé que l'ensemble de la population, il pose à la fois la question de la capacité du politique à prendre le dessus sur les marchés et la question de l'identité de la gauche. Au cours des mois d'août, septembre et octobre, son créneau original qu'il veut au confluent de différentes familles politiques de la gauche, lui permet d'enregistrer une affluence certaine à ses réunions publiques et des soutiens glanés aussi bien au sein de l'électorat socialiste que de celui de la gauche radicale ou, dans une moins mesure, de l'école politique.

MINISTRE MUET DU «REDRESSEMENT PRODUCTIF»

Son entrée au gouvernement lui fait adopter la nécessaire solidarité gouvernementale imposée à tout détenteur d'un portefeuille ministériel et un discours niant les antagonismes sociaux du pays. En 2012, alors que François Hollande décide de ne surtout rien décider par rapport au TSCG, qualifié jusque-là de «traité Merkozy», le ministre du Redressement productif ne dit mot. Quelle politique industrielle mener en Europe alors

que les règles de l'austérité promues par Berlin étouffent les tissus industriels d'une grande partie de la zone euro ? Le silence d'Arnaud Montebourg est total. Défait sur le dossier de Florange mais se maintenant au gouvernement, Arnaud Montebourg est, dès lors, totalement solidaire du gouvernement et du président de la République jusqu'à l'été 2014, date à laquelle il quitte le gouvernement avec Benoît Hamon et Aurélie Filippetti, après plusieurs semaines de montée en gamme dans la critique de l'action Holland-Vallsienne. Après avoir contribué à l'ascension de Manuel Valls à Matignon, il se fait le gardien d'une ligne de gauche, que l'on peine à discerner au sein du Parti socialiste... La gauche s'interroge sur le modèle productif qui est le nôtre. Pas Montebourg.

À bien des égards, ce modèle productif semble épuisé. En adhérant à un productivisme sans complexe, Montebourg renoue quant à lui avec un imaginaire issu des Trente glorieuses davantage qu'il ne jette des ponts avec celui des générations les plus jeunes, qui ont déjà un pied dans la société post-industrielle. C'est là où Montebourg rencontre une question déterminante pour sa future candidature. Une élection primaire préalable à une élection présidentielle ne peut servir à régler a posteriori les dissensions entre un président de la Ré-

publique et ses anciens ministres. Il ne pourrait s'agir que d'un temps de mise à jour de ce qui fait le fond commun de la gauche et définir une frontière politique susceptible d'engager la marche en avant d'un projet progressiste. Or, pour l'heure, rien de la sorte ne se dessine.

UN MOUTEBOURGISME FLUCTUANT

La Montebourgie communique en deux occasions : au Mont-Beuvray, le lundi de Pentecôte et à Frangy-en-Bresse, à l'autre extrémité de la Saône-et-Loire, le troisième dimanche d'août (il précédait jusqu'ici d'un semaine l'université d'été des socialistes à La Rochelle). Au Mont-Beuvray, au cours de son ascension traditionnelle du lundi de Pentecôte, devant un public plus restreint que ce qui était attendu, Arnaud Montebourg a donné sa définition de la gauche... tout en gardant le cap du «rassemblement national».

S'il affirme en effet « être de gauche », il convoque à l'appui de sa pétition de principes à la fois Colbert et Roosevelt, Stiglitz et Bourdieu, Montesquieu, Michel Foucault, Florance Aubenas et Louis Blanc et livre finalement un discours plus ambigu encore que ce à quoi on pouvait s'attendre. La litanie qui le structure trahit bien une adhésion de fait à l'idéologie du «rassemblement national»...

Le «montebourgisme» oscille depuis toujours entre cette idéologie et la volonté de création d'un nouveau bloc historique «progressiste» en France. Selon les discours, les interviews et les différentes interventions depuis le printemps 2011, jamais la question n'est explicitement tranchée. Elle est passée au second plan ou ranimée, jamais réglée en revanche. « On ne sort de l'ambiguité qu'à ses dépens », doit penser Montebourg, alors que c'est peut-être de cette ambiguité que peut naître sa prochaine déconvenue...

LE VIATIQUE DU «RASSEMBLEMENT NATIONAL»

Il y a bien, chez le Arnaud Montebourg ministre de François Hollande, Jean-Marc Ayrault et Manuel Valls, puis chez celui qui est devenu l'un de leur opposant les plus virulents, une insistence maintes fois renouvelée à nier les antagonismes sociaux qui le fait pencher du côté du «rassemblement national» et dont cette pré-campagne ne le sort pas, loin s'en faut.

C'est ainsi que définissant son action au ministère du Redressement productif comme une synthèse entre «l'offre» et la «demande», il avait donné à voir son «patriotisme économique» comme une idéologie transcendant les clivages.

Ce sont des expressions qui visent à résoudre les contradictions sociales du pays. L'importance qu'il donne à « l'union des forces autour de l'appareil industriel » est symptomatique. Montebourg « demande à des intérêts divergents de coopérer » et clame que « l'esprit de ce sursaut commun [est] coopératif : tout le monde s'y met, ensemble ! ». Au Mont Beuvray, il reprend son antienne : « Ce projet devra être innovant et fera appel à tous les innovateurs de France », il devra « tenter de réconcilier, réunifier les deux France : la France qui va bien et la France qui va mal ». « Chacune de ces deux France devra être entendue mais aucune des deux ne devra éviter des concessions à l'autre », poursuit-il.

En s'abstenant de définir une frontière politique, en s'inscrivant dans la filiation d'une idéologie qui, dans des variantes diverses, bénéficie à d'autres, Arnaud Montebourg est pris dans un terrible piège qui rend sa candidature sinon hypothétique, du moins fortement compromise dans ses chances de succès. À Frangy, entre le poulet de Bresse, la salade de lentilles et la «cuvée du redressement», le plat le plus indigeste devrait bien être cette idéologie de «rassemblement national» qui est devenu son viatique.

● ERNESTO WHYMPER

Candidature à la présidentielle : les trois options du PCF

Candidat anti-Hollande, candidat maison ou...

Jean-Luc Mélenchon ? Le Parti communiste doit choisir entre ces trois hypothèses pour la présidentielle 2017.

Passage en revue.

Qui le PCF va-t-il soutenir à l'élection présidentielle ? La décision sera prise début novembre et elle reviendra aux militants, qui seront tous consultés. À ce jour, le débat se conduit entre une fiction et deux options : un candidat de rassemblement de toute la gauche anti-austérité, un candidat communiste, Jean-Luc Mélenchon. Tour d'horizon des hypothèses et de leurs chances d'aboutir.

UNE ALTERNATIVE AU FUTUR CANDIDAT SOCIAL-LIBÉRAL... ET À MÉLENCHON

Le discours, c'est celui de la direction du PCF : la gauche ne peut gagner que rassemblée. Mais la gauche ne peut gagner sur la base sociale-libérale. Il faut donc un candidat unique de la gauche qui ne soit pas Hollande ou un de ses

affidés. Problème : il y aura un candidat social-libéral. Certainement Hollande. Macron peut-être. Donc il n'y aura pas de candidat unique de la gauche. Problème supplémentaire : Pierre Laurent se dit prêt à soutenir un candidat socialiste, ancien ministre sûrement, face à Jean-Luc Mélenchon. Oups !

Tous les candidats critiques du hollanisme – présents, putatifs ou futurs – étaient donc les bienvenus à la fête. Hamon, Lienemann, Montebourg, Mélenchon, Filoche, Taubira, Duflot... tous étaient invités et tous sont venus. Montebourg est venu chercher un soutien communiste qui lesterait à gauche sa candidature et lui apporterait une crédibilité politique et institutionnelle lui faisant encore défaut. Même si l'hypothèse a séduit dans l'appareil communiste, l'affaire s'annonce difficile. Son appel à

réconcilier le travail et le capital n'augmente pas sa cote de popularité parmi les militants déjà circonspects.

Christiane Taubira, qui vient de refaire surface à la une de Libé, a également des appuis au sein d'un encadrement communiste soucieux de faire émerger une candidature alternative à Mélenchon et susceptible de faire un beau score. Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, confiait au quotidien que Christiane Taubira « permet de lier beaucoup de personnalités à gauche ». Pas sûr, là encore, que le corps militant suive. Taubira appelle à l'union de toute la gauche tout en renouvelant son soutien à Hollande qui « a eu de très beaux mots » lors de son discours de jeudi. Elle valorise « la politique budgétaire, la lutte contre la pauvreté, la relation avec la société »...

LA LIGNE «IDENTITAIRE» D'UNE CANDIDATURE COMMUNISTE

Trouver un candidat socialiste ou radical de gauche qui tient un discours susceptible d'emporter le cœur des militants communiste n'est pas chose aisée ! Cette idée d'une candidature unique à gauche a déjà peu de chance d'aboutir dans l'espace politique... elle en a encore moins dans le champ communiste. C'est dire.

La première véritable option est celle d'une candidature communiste. Elle fut défendue lors du dernier conseil national du PCF par la carpe et le lapin, à savoir Frédéric Boccaro – chef de fil des

économistes orthodoxes du PCF – et Christian Picquet – ex de la LCR désormais membre du PCF et de sa direction. Tous deux ont promu cette position identitaire. Ils ont été rappelés au réalisme par Pierre Laurent qui leur demande de s'interroger sur le résultat d'une telle candidature.

Le secrétaire national s'inquiète des effets immédiats d'un tel repli : les législatives s'annoncent difficiles. Ont-elles besoin d'être plombées par une candidature au score lilliputien ? Les tenants de cette ligne ont néanmoins quelques chances de l'imposer tant l'acrimonie est forte à l'égard des socialistes et de Mélenchon. Rappelons qu'en 2011, dans un contexte moins tendu entre partenaires du Front de gauche, alors que la direction était unie et sans ambiguïté autour de la candidature Mélenchon, ce choix n'avait obtenu que 59% des votants à l'intérieur du PCF ; 41% s'étant prononcé pour une candidature communiste. Les tenants d'une ligne identitaire espèrent emporter cette fois la majorité en tirant bénéfice d'une direction communiste empêtrée dans une proposition éthéidée.

VERS UN SOUTIEN À JEAN-LUC MÉLENCHON ?

L'autre option est celle d'un soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Dans les travées de la fête de L'Humanité et dans les stands, cette option tenait la corde. Nombreux regrettaien que cela ne soit pas déjà chose faite et

que, du coup, la force communiste, évidente ce week-end, se trouvait réduite à l'expectative.

Un appel sorti la veille de la Fête, «En 2017, faisons Front commun», défend un soutien à celui qui fut le candidat commun en 2012. Le texte parle aux communistes. Les griefs fait à Mélenchon n'y sont pas édulcorés. Notamment concernant ce qui est ressenti comme une tentative d'hégémonie sur l'espace d'alternative avec le mouvement France Insoumise : « Jean-Luc Mélenchon entend que La France insoumise qu'il a créée soit le cadre unique d'organisation des campagnes électorales de l'an prochain. Tout cela ne pourrait aboutir qu'à des candidatures fratricides, y compris aux législatives, et à un désastre complet ». En conclusion, les signataires attendent que Jean-Luc Mélenchon lève les points bloquants. L'appel réunit plus de deux mille signa-

tures, essentiellement issues des rangs communistes. Mais on relève aussi les signatures d'artistes et d'intellectuels de renom comme Annie Ernaux, Patrick Chamoiseau, les Pinçon-Charlot, Christophe Aguiton...

Prochaine étape fin septembre, avec une nouvelle réunion de la direction communiste. Jean-Luc Mélenchon peut-il d'ici là prendre les initiatives qui permettent de faire baisser la tension en s'expliquant notamment sur deux sujets qui fâchent : son mouvement France Insoumise a-t-il vocation à s'imposer à tous, parti communiste compris ? Comment seront décidées les candidatures à l'élection législative ? Les communistes sont dans le désarroi et rarement d'accord entre eux, sauf sur l'idée de continuer le PCF. Faut-il en faire l'enjeu de l'élection présidentielle ? Pour une fois, la balle est dans les deux camps.

● CATHERINE TRICOT

QUELLES ALTERNATIVES DE GAUCHE EN EUROPE ?

Alors que la question européenne elle-même est devenue un facteur de division au sein des gauches européennes, comment recomposer un projet commun susceptible de fédérer et de constater l'ordre dominant ?

Les propositions d'Alexis Tsipras, Yanis Varoufakis, Jeremy Corbyn ou Pablo Iglesias portent cet espoir sans se départir de leurs contradictions.

Yanis Varoufakis. Désobéir, pour une autre Europe

Yannis Varoufakis et son mouvement DiEM25 ont publié l'appel «La gauche européenne après le Brexit». À la fois hostile à «l'européisme» et au «souverainisme», il plaide pour un mouvement pan-européen de désobéissance. Une prise de parti qui mérite considération.

Yanis Varoufakis a quitté le gouvernement grec à l'été 2015, après l'acceptation grecque de l'accord imposé par l'Eurogroupe. Il n'a alors pas mâché ses mots pour critiquer la gestion d'Alexis Tsipras. Ce n'est pas pour autant qu'il a rallié les options des partisans résolus d'un Lexit (départ de gauche de l'Union). Dans le texte publié par Mediapart, il se démarque ainsi vigoureusement des propositions de son compatriote Statis Kouvelakis, du Britannique Tariq Ali, de l'Espagnol Vincenç Navarro et de l'Italien Piero Fassina.

LA TROISIÈME OPTION D'UNE DÉSOBÉISSANCE «PAN-EUROPÉENNE»

Il constate que la crise de l'Union européenne, produite par quelques décentries de concurrence et de gouvernance,

a exacerbé la formulation de deux options contradictoires. La première suggère d'accentuer la pente fédérale communautaire, ce qui équivaut en pratique à renforcer les logiques dominantes actuelles et à délégitimer par avance toute tentative nationale de se sortir du carcan existant. La seconde propose de se débarrasser de ce carcan en s'engageant dans des procédures populaires de retrait du cadre de l'Union européenne, au risque de se placer à la remorque des populismes européens et de conforter la tentation omniprésente au repli, à la clôture et à l'obsession sécuritaire. La première option peut aisément être qualifiée «d'européiste» ; la seconde renvoie plus volontiers à la catégorie d'un «souverainisme» aujourd'hui dominé politiquement par le populisme de droite. Récusant ces deux options, Varoufakis

en propose une troisième, qu'il place sous l'invocation de la «désobéissance». La gauche, affirme-t-il, ne doit pas chercher à sortir de l'Union ; mais la menace d'un éclatement de ladite Union ne doit pas la conduire à renoncer à des politiques anti-austérité. Ce qui rapproche l'option Varoufakis de l'option 2 est l'acceptation d'un combat ouvert contre ce qu'il appelle « l'establishment de l'Union européenne ». Ce qui l'en distingue est que cette confrontation ne doit surtout pas se mener, selon lui, sous le drapeau de la sortie de l'UE.

L'Union ne peut être sauvée dans le cadre des négociations européennes actuelles, corsetées irrémédiablement par les dispositifs législatifs installés depuis quelques décennies et dont Lisbonne, en 2008, a institutionnalisé l'exercice. Mais la mise en place concertée de politiques contradictoires avec l'esprit des traités, véritable désobéissance promue par un mouvement ouvertement «pan-européen», est la seule qui puisse activer de façon démocratiquement intéressante la crise de l'Union. La responsabilité du divorce se déplace dès lors en effet. Elle ne se trouve plus dans des politiques souveraines centrées sur le

bien commun et la solidarité intercommunautaire, mais dans la rigidité des technostructures figées sur leur doxa libérale et élitaire. Le mouvement de Varoufakis condense cette démarche dans une formule : « L'UE sera démocratisée. Ou elle se désintégrera ! »

ENGAGER LES PEUPLES EUROPÉENS DANS UNE RUPTURE

Disons franchement que cette proposition est une contribution intéressante à la redéfinition d'une gauche qui se voudrait ouvertement européenne et qui, parce qu'elle est européenne, proposerait à tous les peuples d'Europe de s'engager dans une rupture avec la doxa dominante et avec les forces économiques et politiques qui soutiennent aujourd'hui cette doxa.

1. L'euro-péisme et le souverainisme sont deux impasses parallèles. Les économies et sociétés contemporaines sont irréversiblement interdépendantes, pour le meilleur et pour le pire. Tout projet politique qui privilégierait un niveau territorial au détriment d'une autre, qui serait « avant tout européen » ou « avant tout national »

» serait ainsi par avance voué à l'échec. Le couple de la concurrence et de la gouvernance, couplé aujourd'hui avec l'obsession identitaire et sécuritaire, est incrusté dans tous les territoires sans exception, du local au planétaire. C'est donc en s'engageant dans des processus concertés et cohérents de rupture à toutes les échelles territoriales sans exception, que le mouvement critique, que la gauche sociale et politique, feront la preuve qu'elles peuvent disputer le terrain des cohérences globales aux forces dominantes du capitalisme et de la technosstructure mondialisées.

La marge de manœuvre des États reste considérable, mais seule une action pan-européenne donne à ces États, quand ils sont en rupture avec l'establishment européen, la légitimité historique et le soutien sans lesquels ils sont isolés et, ce faisant, trop vulnérables au risque du volontarisme, de la tentation autoritaire et, in fine, de la gabegie et de l'échec.

2. La rupture avec les logiques dominantes et avec leurs vecteurs suppose de nourrir l'esprit de désobéissance. En cela, cette désobéissance est à la fois un point de départ obligé et une ligne de

conduite pour l'action. Mais, de même qu'une révolte ne se déploie que si elle se fait révolution, de même la désobéissance ne vaut que si elle ouvre vers d'autres manières cohérentes de faire société, vers d'autres valeurs, d'autres critères, d'autres modes de création de la richesse. Pour tout dire, la désobéissance ne vaut que si elle s'adosse sur des projets cohérents de rupture et de transformation, capables de rassembler autour d'eux des majorités évolutives, dans un processus de réformes continues et d'expériences franchement alternatives, hors des mécanismes du marché et de l'État administratif.

3. Ces majorités ne concernent certes pas les seuls individus qui se réclament aujourd'hui de la gauche. Cette affirmation est d'autant plus légitime que plusieurs années de capitulations et de tentations «sociales-libérales» ont brouillé les identifications à la droite et à la gauche et désorienté les catégories populaires. Il n'en reste pas moins que, à l'échelle historique longue, le clivage de la droite et de la gauche se structure avant tout autour de la question de l'égalité. La droite n'y croit pas et la récuse ; la gauche y croit et en rêve.

Dans la gauche, on peut se disputer sur les manières de produire de l'égalité, en s'accommodant du système ou en cherchant à rompre avec lui.

Mais la question de l'égalité a été historiquement une ligne de clivage structurante. Or la tendance idéologique contemporaine, lancée par l'extrême droite et acceptée par la droite tout entière, consiste à affirmer que l'égalité a désormais laissé la place à celle de l'identité. Dès lors, une partie de la gauche est tentée de se couler dans ces cheminements et d'accepter, plus ou moins, l'idée que le problème principal, y compris dans les catégories populaires, est que « l'on n'est plus chez soi ».

La volonté existe ainsi de substituer au clivage droite-gauche, celui du «peuple» et de «l'élite» ou du «eux» et «nous». Face au populisme de droite qui grandit sur le sol européen et au-delà, la seule option possible serait celle d'un populisme de gauche. Ce projet ne peut être retenu. Au bout du «eux» et «nous», il y a la construction de frontières qui deviennent des murs, le passage du responsable des maux que l'on ne voit pas (qui «voit» les flux financiers ou les technosstructures ?) vers le responsable

le plus proche, le migrant, le musulman, en bref «l'autre» qui menace «notre» identité. Au bout de la logique, il y a le risque d'une légitimation accentuée de l'extrême droite européenne. Le populisme de gauche veut battre celui de droite sur son terrain. À l'arrivée, le plus vraisemblable est une déroute encore plus grande. Le «non» au projet de traité constitutionnel européen était structuré par la fibre antilibérale de la gauche de gauche ; la sortie de l'Union serait un triomphe de la droite radicalisée.

Mener le combat contre «l'establishment», c'est construire des rassemblements politiques potentiellement majoritaires, c'est créer des majorités d'idées et de projets autour de l'égalité, couplée à la citoyenneté et à la solidarité. Contre la droite et les glissements sociaux-libéraux, c'est se fixer l'horizon de la seule gauche possible : celle qui, au nom de l'égalité, offre la perspective de sociétés refondées.

4. À l'échelle de notre continent, en bref, la désobéissance ne trouvera sa force que dans l'espérance, ancrée à gauche, d'une «autre Europe». Aujourd'hui plus qu'hier.  ROGER MARTELLI

Jeremy Corbyn réélu triomphalement : et après ?

Reconduit après une large victoire contre ses opposants, le leader du Labour doit désormais assumer une gestion plus fédératrice de l'appareil et le convaincre de la justesse d'une réorientation à gauche.

La victoire triomphale de Jeremy Corbyn, réélu leader du Parti travailliste ce week-end, consacre le désaveu de ses opposants internes. Corbyn a été reconduit dans ses fonctions par les adhérents et sympathisants avec une majorité supérieure à celle obtenue il y a un an (62% contre 38% à son opposant Owen Smith). C'est une défaite cuisante pour l'aile droite blairiste qui n'a jamais accepté qu'un membre de l'aile gauche prenne la direction du parti.

Il est frappant de constater combien cette aile droite, si hégémonique il y a quelques années, est aujourd'hui sur la défensive : sans stratégie crédible, sans idées nouvelles, sans leader (depuis le retrait de la vie politique de David Miliband).

UNE OPPOSITION SÉVÈREMENT BATTUE

Mais il s'agit surtout du désaveu d'une large majorité de députés qui avaient censuré leur leader un an à peine après sa victoire à l'été 2015. Il ne faut pas se méprendre sur le sens de ce vote de défiance. L'opposition parlementaire était plus large que le cercle des droitiers "blairistes". Il faut noter aussi que l'opposition à Corbyn ne repose que partiellement sur des désaccords politiques et idéologiques. La plupart des membres démissionnaires du Shadow cabinet reprochent à Corbyn son impréparation, la gestion chaotique et dilettante de l'appareil, sa faible disponibilité et de médiocres prestations parlementaires. Que ces critiques soient fondées ou

pas, elles recoupent en tout cas l'appréciation générale du public.

Owen Smith, candidat malheureux contre Corbyn, n'est pas un blairiste. Il est issu de la soft left (gauche modérée) du parti. Il a montré, pendant la campagne, certes sous la pression de Corbyn, qu'il pouvait se positionner à gauche du blairisme. Certaines de ses propositions comprenaient la fin des exonérations d'impôts sur les entreprises, l'amélioration du droit du travail (Tony Blair n'a jamais remis en cause les lois antisyndicales ou anti-droit social prises sous Margaret Thatcher), interdiction des contrats à zéro heure ou encore imposition des plus riches pour financer le système de santé publique (NHS), etc. Tony Blair n'aurait jamais fait de telles promesses.

Owen Smith a été sévèrement battu pour deux raisons principales : élu pour la première fois député en 2010, il est encore plus méconnu du public que Jeremy Corbyn. Il était donc incohérent d'attaquer Corbyn au titre de son "inexpérience" et de sa "faible notoriété", et de faire campagne en faveur d'un candidat encore moins expérimenté et connu. Mais il est une autre raison, plus importante encore : la base militante s'est rebellée contre le comportement des députés qu'elle a jugé déloyal. Ces adhérents et sympathisants ont estimé que Corbyn avait reçu

un mandat pour diriger le parti selon le programme qu'il avait proposé, et non pas pour faire des compromis avec l'aile droite du parti.

PARTI PARLEMENTAIRE VS. PARTI-MOUVEMENT

Ce sont donc deux logiques qui s'entrechoquent : d'une part, la logique parlementariste, "réaliste", qui rappelle que le Labour a été créé en 1900 par les syndicats comme force réformiste pour défendre au parlement les intérêts des travailleurs. D'autre part, le parti-mouvement de base (grassroots) qui est souhaité par Corbyn et ses partisans. Ceux-ci font valoir que la volonté du nouveau leader de démocratiser le parti (notamment avec l'appui de Momentum, une structure soutenant Corbyn de l'extérieur), explique l'explosion du nombre d'adhérents (plus de 300.000 nouveaux adhérents depuis un an ; le parti en comprend près de 600.000 aujourd'hui). Une première enquête qualitative réalisée par YouGov récemment auprès des adhérents ayant adhéré après mai 2015 permet de mieux saisir le profil sociologique de ces nouveaux militants. Cette étude remet en cause quelques idées reçues : leur âge moyen est de 51 ans ; ils proviennent essentiellement des catégories moyennes et supérieures et 25%

seulement sont membres d'un syndicat. Seuls 15% d'entre eux participent activement à la vie du parti. Ce dernier point est source de tension avec les plus anciens adhérents, nettement moins acquis au corbynisme. Ceux-ci estiment qu'une fois leur leader (ré)élu, les corbynistes ne s'impliquent pas dans le parti ; bref ne contribuent aucunement à le faire élire. Et maintenant, que va-t-il se passer ? Bien chanceux-se, celui ou celle qui pourrait le prédire avec certitude. Dans son speech de remerciements à l'issue de la proclamation des résultats, Corbyn a exprimé le souhait de rassembler le parti derrière lui. Il a tendu la main aux démissionnaires, leur demandant de reprendre leur place dans le Shadow cabinet (qui comprend de nombreux postes vacants à l'heure actuelle).

CORBYN DOIT CONVAINCRE

Une première épreuve attend Corbyn sur les modalités de leur nomination. Les opposants veulent que les membres du Shadow cabinet soient élus par les députés. Corbyn s'y oppose, craignant de devoir travailler avec des personnes qui lui sont en général politiquement hostiles. Il propose de faire élire ces membres par un triple collège : les députés, les militants, le leader. La question de l'élection du Shadow cabinet n'est pas secon-

daire : qui va y revenir ? Seront-ce des dirigeants d'envergure ou des seconds couteaux ? La question de la désélection des députés hostiles à Corbyn, qui devraient repasser devant le vote des adhérents pour se représenter, est une autre source de friction.

Et si le groupe parlementaire ne resserre pas les rangs derrière Corbyn ? Une scission semblable à celle de 1981 est-elle envisageable ? Ces situations ne sont pas à exclure et seraient synonymes de naufrage général. Nous n'en sommes pas encore là, mais on le voit, Corbyn n'a pas d'autre choix que de composer avec ses collègues au parlement. Pour pouvoir faire passer des idées minoritaires dans le parti, il doit convaincre. Il pourrait y parvenir s'il gère mieux le parti, se montre davantage magnanime, s'ouvre à d'autres personnes que sa garde rapprochée, peaufine ses interventions à la chambre, évite les polémiques qui distraient des sujets qui préoccupent le public.

Bref, il doit comprendre qu'il n'est plus un backbencher de la gauche du parti, mais le leader du plus grand parti social-démocrate d'Europe. S'il espère réorienter ce parti à gauche, il n'a pas d'autre choix que de convaincre ses opposants de la justesse de ses idées et de sa stratégie.  **CATHERINE TRICOT**

Sacrifier Iglesias pour sauver Podemos ?

Après deux élections législatives sans issue, Podemos s'essouffle. Alliance avec les communistes, main tendue vers les socialistes, réorientation du discours, omnipotence de Pablo Iglesias... les débats internes s'intensifient et le temps presse.

Après avoir mis à mal le bipartisme aux législatives du 20 décembre 2015, Podemos n'a pas su doubler la mise lors des nouvelles élections du 26 juin dernier.

OU SE POSITIONNER SUR L'ÉCHIQUIER ?

Troisième force politique du royaume d'Espagne, Podemos, malgré son alliance entre les deux élections avec Izquierda Unida (IU, écolo-communistes), n'a pas réussi son pari de surpasser les socialistes. Et pendant ce temps, Pablo Iglesias et consorts se retrouvent en position de hors-jeu politique, spectateurs du bal des prétendants. Des nouvelles élections législatives étant envisageables – elles pourraient tomber le 25

décembre faute d'investiture –, il faut s'y préparer. Quelles leçons de ses deux premières élections nationales Podemos peut-il tirer ? Et comment faire mieux la prochaine fois ?

Que faire d'Unidos Podemos (UP), cette alliance entre IU d'un côté et Podemos et ses alliés régionaux de l'autre ? La loi électorale espagnole défavorise les petits partis, mais sur les deux élections, Podemos + IU = 71 sièges, alors que leur fusion devait les faire progresser. La différence se joue sur l'abstention : +1,2 million d'électeurs entre les deux élections. Et comme UP a potentiellement perdu un million de voix, Carolina Bescansa, à la direction de Podemos, en conclut que les électeurs « sont restés à

la maison ». Pour Pablo Iglesias, si ces électeurs avaient pu voter pour Podemos en décembre par « sympathie », en juin, ils ont eu peur de la victoire, « peur de la nouveauté », analyse-t-il.

Se tourner vers sa gauche n'aura fait que maintenir au même niveau Podemos, qui consolide une base de cinq millions d'électeurs. Mais ces résultats amènent à questionner la pertinence de cette «stratégie du front de gauche», alors que jusqu'à ces dernières élections, Podemos excluait un quelconque rapprochement avec IU. Comme le soulignait alors Christophe Barret, historien et auteur de Podemos. Pour une autre Europe, sur Mémoire des luttes : « Le communisme l'emporte-t-il désormais sur le pérönisme au sein de Podemos ? (...) Outre le triomphe de la «forme parti», c'est en effet au retour à une dichotomie gauche/droite que nous assistons. »

IGLESIAS, COUPABLE IDÉAL

Paradoxalement, en s'alliant avec les communistes, Podemos a «social-démocratisé» ses propositions politiques et ouvert la voie à un «gouvernement de changement» avec les socialistes. Une alliance honnie depuis toujours par les Indignés, le PSOE (et même IU pour certains) faisant partie de la «caste». Or, tout ce qui avait permis la réussite

fulgurante de Podemos jusqu'à présent relève d'une démarche opposée, à savoir : se positionner par rapport à l'axe peuple / caste, laisser les références de la gauche à l'histoire afin de supplanter toute la gauche, socialiste et communiste. En quittant la stratégie du «populisme de gauche» théorisée par Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, Podemos ne pouvait que perdre la bataille pour l'hégémonie culturelle, chère à Gramsci. Ou, pour reprendre les mots du journaliste Javier Gallego : « Podemos a pris peur de Podemos ». Le responsable semble tout trouvé : Pablo Iglesias.

Il est en effet aisé de tout mettre sur le dos d'Iglesias. Sa stratégie était la suivante : profiter de la dynamique impulsée par le 15M (dit «mouvement des Indignés»), les cercles et les bons résultats aux élections européennes et locales pour centraliser le pouvoir afin de faire de Podemos une machine de guerre électorale. Mais la guerre-éclair est devenu guerre de positions. Alors, deux contre-propositions sont émises à l'encontre d'Iglesias : celle d'Iñigo Errejón, numéro 2 de Podemos, qui prône l'utilisation d'un discours centralisé et universel, le «signifiant vide» de Laclau, censé unifier le peuple en une même entité politique, tout en ouvrant la voie à un accord avec le PSOE plutôt qu'avec IU.

Deuxième option : celle des membres d'Anticapitalistas (ex-Izquierda Anticapitalista, intégré dans Podemos à sa fondation) comme Teresa Rodríguez ou l'eurodéputé Miguel Urbán. Eux misent sur un retour aux cercles et aux préceptes du 15M, radicalement ancrés à gauche et pour lesquels le PSOE reste un parti de la «caste», donc infréquentable. Ils voient dans l'alliance avec IU une aubaine pour refonder Podemos avec l'espoir que, cette fois-ci, leurs positions horizontalistes pèseront plus dans la balance.

LE PÉCHÉ ORIGINEL DE PODEROS

Récemment, le très populaire Pablo Echenique (plutôt proche d'Anticapitalistas), a été nommé par Iglesias pour remplacer le numéro 3 du parti Sergio Pascual, un proche d'Errejón. Cette option conforte la tactique d'Iglesias : changer le système en investissant ses lieux de pouvoir – avec le parti et les élections comme principaux canaux – tout en ménageant l'opposition interne. Malgré tout, Pablo Iglesias reste le seul « à même d'établir un lien comme aucun avec ceux et celles d'en bas », aux dires de deux leaders d'Anticapitalistas. Mais ce « césarisme progressiste », continuent-ils en citant Gramsci, est fragile :

« Le modèle gagnant qui a été adopté, curieusement, se retourne contre ceux qui l'ont façonné ». Surtout que personne ne semble avoir ni les capacités ni la volonté de remplacer Iglesias. L'inconnue est désormais la suivante : est-ce qu'un leader ultra-charismatique et populaire, pris dans un engrenage rigide et autoritaire qu'il a lui-même conçu, peut redonner du pouvoir à la base du parti ? Ce qui est sûr, c'est qu'Iglesias aura tout autant besoin d'Anticapitalistas pour rester actif sur le terrain que d'Errejón pour théoriser dans les hautes sphères de Podemos.

Verticalité contre horizontalité. Pragmatisme contre hégémonie. Toutes ces questions, tous ces débats tiraillent Podemos depuis ses débuts. Les différentes tendances jouent pleinement le rapport de forces, avec le risque que le parti ne finisse par éclater. Comme le commente le journaliste Gumerindo Lafuente sur El Diario : « Soit Podemos conserve sa transversalité et sa fraîcheur de mouvement critique, soit il deviendra une pièce du puzzle tant décrié de la vieille politique ». Reste à trouver l'équilibre entre ces divergences internes et surtout à maintenir une stratégie claire. Car le citoyen n'aime ni le flou, ni le brouhaha.

● LOÏC LE CLERC

Tsipras en quête d'une alliance sociale-démocrate contre l'austérité en Europe

**Le premier ministre grec tente un rapprochement avec
les dirigeants socio-démocrates de l'Europe du Sud.
Conséquence logique de ses revirements politiques ou seule
stratégie possible pour infléchir les politiques de l'UE ?**

Le 9 septembre, le premier ministre grec Alexis Tsipras a convié à Athènes les dirigeants italien, espagnol, français, portugais, chypriote et maltais pour un «Sommet des pays méditerranéens de l'Union européenne». L'idée ? Former une alliance stratégique avec ces responsables politiques du Sud, majoritairement sociaux-démocrates de surcroît. D'autant que l'Espagnol Mariano Rajoy (PPE) n'a pas fait le déplacement, faute d'avoir pu constituer un gouvernement. Cette rencontre fait suite à celle du 25 août ; une quinzaine de leaders sociaux-démocrates, invités par Fran-

çois Hollande, étaient rassemblés à La Celle-Saint-Cloud pour réfléchir à l'avenir de l'Europe. Sur la photo de famille, le président français, le vice-chancelier allemand, Sigmar Gabriel, le président du Parlement européen, Martin Schulz, le premier ministre slovaque Robert Fico – dont le pays préside depuis le 1er juillet le Conseil européen – et... le premier ministre grec. « Les sociaux-démocrates européens veulent contrer les populismes » : c'est ainsi que Reuters titrait sa dépêche. Alexis Tsipras et son parti assimilé aux sociaux-démocrates ? L'information pouvait surprendre.

LA POLITIQUE DU MÉMORANDUM

Syriza est, en effet, membre de la GUE au Parlement européen et du Parti de la gauche européenne (Alexis Tsipras en est même le vice-président). Quant à l'acronyme, il signifie «Coalition de la gauche radicale». Au premier semestre 2015, après avoir conquis la majorité à la Vouli, le Parlement grec, et formé un gouvernement avec les Grecs indépendants, un parti de droite souverainiste, Alexis Tsipras faisait trembler l'Union européenne : il voulait mettre un terme à l'austérité en Grèce et répétait que cette voie menait droit à la décomposition de l'UE.

Depuis, il y a eu le 13 juillet et la signature d'un troisième mémorandum imposé au pays et poursuivant les politiques d'austérité. Une « capitulation grecque » selon certains, une « trahison » pour d'autres. « Le revirement de Syriza est clair », note Yannis Androulidakis, journaliste à la radio Kokkino propriété de ce parti. Pour celui qui est aussi un des fondateurs de Rozinante, une organisation anarcho-syndicaliste, « Alexis Tsipras mène la politique dictée par le mémorandum ». Qu'il s'affiche aux côtés de François Hollande ou de Matteo Renzi n'est que « l'illustration de son virage social-démocrate ». Pour Michalidis Spoudalakis, professeur de sociologie

politique à l'Université d'Athènes : « Si Alexis Tsipras était uniquement à la tête de Syriza, sa présence à un sommet de sociaux-démocrates aurait été inacceptable pour les cadres, les militants et les soutiens du parti. »

Mais, note le chercheur, il a changé de fonction, ce qui implique un changement de stratégie ; quant aux connotations de ses actions, elles sont différentes.

CHANGER L'EUROPE DE L'INTÉRIEUR

En fait, la participation d'Alexis Tsipras à des réunions des sociaux-démocrates n'est pas nouvelle. Après les élections anticipées du 20 septembre 2015, précédées du départ des courants les plus à gauche de Syriza (Panayotis Lafazanis, Kostas Issychos, Zoe Konstantopoulou...), François Hollande vient en Grèce. Dans la délégation, Jean-Christophe Cambadélis. Le patron du Parti socialiste français a obtenu de ses partenaires du PSE (Parti socialiste européen) que Syriza soit invité comme observateur dans les réunions des leaders européens qui précèdent traditionnellement les Conseils européens.

Étape supplémentaire le 12 mars 2016 lorsque le premier ministre grec participe au raout élyséen organisé par François Hollande et intitulé «réunion des chefs d'État et de gouvernement socio-démo-

crates européens». Mais la veille, Alexis Tsipras avait pris soin de s'afficher aux côtés de Pierre Laurent, Marisa Matias (eurodéputée du Bloc de gauche portugais) ou encore Ska Keller (écologiste allemande). Au menu : dénonciation de la loi travail, critique des orientations européennes... et mise en garde devant le « monstre qui grandit en Europe ». Alexis Tsipras déclare alors : « Même si aujourd'hui, nous sommes désespérés devant la politique menée, nous continuerons à lutter à l'intérieur de l'Europe, pas en la quittant. »

C'est sur ce point, précisément, que se renforce le clivage entre les différentes composantes de la gauche grecque... qu'Alexis Tsipras et son équipe étaient parvenus à rassembler entre 2012 et 2015. Pour la majorité des contemporains de la politique gouvernementale grecque, l'Europe n'est pas réformable ; dans ce cadre, la Grèce serait vouée à n'être qu'une colonie des «grands» pays européens en capacité d'imposer leurs vues aux pays de la périphérie. Deux projets s'opposent : «rupture» d'un côté ; «lutte de l'intérieur» de l'autre.

RETOURNEMENT STRATÉGIQUE

Cette lutte, c'est ce à quoi s'emploie Alexis Tsipras actuellement, selon Christos Kanelopoulos, en charge des ques-

tions européennes à Syriza. À la base de ce retournement stratégique opéré après les élections de septembre 2015, il y aurait le traumatisme du 13 juillet 2015 : « Durant les négociations, et jusqu'en juillet, le manque de soutiens dont disposait le gouvernement grec a été évident au sein du Conseil européen. »

Il précise : « Avant la nuit du 12 au 13 juillet, pendant le premier semestre 2015, les socialistes français ou italiens, qui étaient d'accord avec plusieurs aspects de notre politique, n'ont pas exprimé de soutien important au gouvernement grec. Le seul moment où ils se sont manifestés, c'est lors de la signature de l'accord. François Hollande a aidé à ce que les aspects les plus féroces ne soient pas intégrés dans l'accord. » Nécessité européenne, donc.

Journaliste à l'hebdomadaire Epoch, proche de Syriza, Babis Kovanis pense même qu'Alexis Tsipras essaye « de créer des alliances européennes, car elles sont impossibles à l'intérieur du pays ». Avec un Pasok (parti social-démocrate) réduit à peau de chagrin, un KKE (parti communiste grec) particulièrement dogmatique et opposé à tout soutien à Syriza, le gouvernement grec dispose d'une courte majorité à la Vouli : 153 voix sur 300. En outre, les lois qu'il souhaite faire passer doivent

être avalisées par ses créanciers. Il doit donc « ouvrir l'éventail », poursuit Babis Kovanis. Ce qui est « impossible sans renforcement de la social-démocratie en Europe ».

À tous les niveaux, Syriza joue cette carte. Au Parlement européen, il y a le « Progressive caucus » auquel participent des députés européens issus de différents groupes politiques (Socialistes et Démocrates comme Guillaume Balas ou Emmanuel Maurel, GUE comme Dimitris Papadimoulis ou Fabio De Masi, Verts tels que Yannick Jadot ou Eva Joly).

FRONT COMMUN CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Au Conseil Européen, « nous devons créer un front politique contre l'austérité pour promouvoir les investissements, poursuit Christos Kanellopoulos. La France, l'Italie comme la Grèce et d'autres souffrent au sein de la zone euro ; tous ces pays pourraient bénéficier de cette alliance. » Il s'agirait aussi de contrer le « Groupe de Visegrad », qui rassemble les ex-pays de l'Est, particulièrement conservateurs, par une collaboration renforcée avec les sociaux-démocrates du Sud. Alexis Tsipras

est-il entendu ? Sa stratégie est-elle gagnante ? Pour Michalidis Spourdalakis : « La rhétorique est bien plus à gauche que celle de la social-démocratie européenne. Mais la Grèce est dans une si mauvaise situation que c'est la seule stratégie. »

À l'échelle européenne, « le dogme de l'austérité est arrivé à son terme grâce à l'action conjointe de François Hollande et d'Alexis Tsipras », confie une source élyséenne. Reste que, sur les photos de famille, le 9 septembre, Alexis Tsipras, François Hollande, Matteo Renzi et quelques autres se côtoieront. « L'impulsion que je veux donner, c'est que l'Europe, pour avoir la confiance des Européens, doit garantir la sécurité, protéger ses frontières, organiser sa défense, et donner plus de prospérité, plus de croissance, et une plus grande espérance pour les jeunes dans la perspective qui est la leur : pouvoir circuler en Europe, y vivre et pouvoir y avoir un emploi », a déclaré François Hollande en arrivant à Athènes.

Dans l'entourage du président français comme dans celui du premier ministre grec, le discours est identique : en s'alliant, il est possible de changer l'Europe.

● FABIEN PERRIER